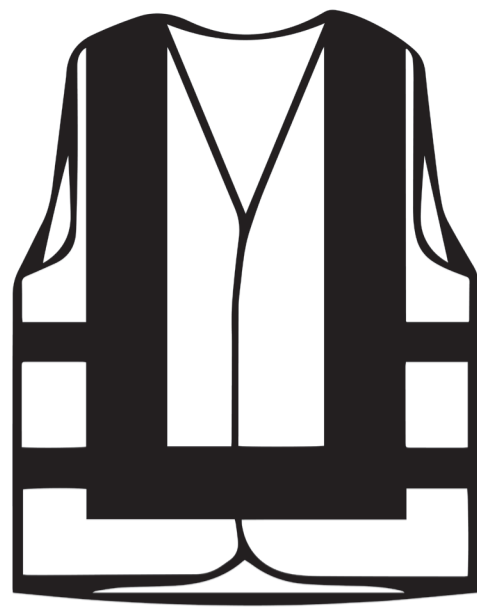


J A I L L E T S JA U N E



LE JOURNAL POUR GAGNER

NUMERO 1 - JAUNE.NOBLOGS.ORG - LISEZJAUNE@RISEUP.NET - GRATUIT (PRIX CÔTANT 20 CENTIMES)

Gagner. Cela peut paraître ambitieux pour celui qui n'a pas participé au mouvement des Gilets Jaunes. Les voitures tournent à l'essence, nous on carbure à l'ambition. Depuis le 17 novembre, nous sommes des centaines de milliers à passer à l'action. On se rencontre sur les ronds-points, on s'organise pour bloquer l'économie, on se défend ensemble contre la police en manifestation. On n'a jamais vu une telle détermination des « gens de rien » depuis des lustres. Et on ne compte pas s'arrêter là. Ce journal, c'est pour ça. C'est pour continuer. Et surtout, c'est pour gagner. Mais gagner quoi ? Ou plutôt jusqu'où ? Personne n'est en mesure d'y répondre mais nous prenons le parti de ne pas brider nos ambitions. Nous sommes pour l'extension et l'approfondissement du mouvement, contre une vie trop chère pour être vécue. Qu'il rentre dans le quotidien de tous les gens qui galèrent dans ce pays. Qu'il dé-

borde des frontières de la France sans aucune modération, comme c'est déjà le cas en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Irak, au Soudan etc.

Pour cela, le mouvement n'a pas besoin de direction. Bien au contraire, ce que les politiciens appellent « orientation », qu'elle soit nationaliste, confusionniste, citoyeniste ou raciste, c'est une façon de canaliser la révolte, d'en écraser certains avant d'écraser tout le monde, pour que les bourges continuent à se gaver. Dans ce journal, on cherche plutôt à savoir comment on peut rendre ce mouvement moins contrôlable et plus fort qu'il ne l'est déjà. Comment on développe des solidarités avec tous les prolos sans exception pour tenir ensemble contre cette vie misérable ? On y discute des stratégies de lutte, comme la grève ou encore le blocage, mais aussi des manœuvres ennemies, en particulier de la répression qui nous frappe et

de la réponse pratique qu'on doit fournir pour ne laisser personne sur le carreau.

On voit la presse, la classe politique et les patrons s'époumoner pour diviser le mouvement. Ils crient « casseurs », « violence », « terroristes ». Ils n'ont que ça à la bouche pour nous dissuader de lutter, et ce qui est magique, c'est que leur tour ne fonctionne pas. On ne va pas pour autant dire que tout est rose dans ce qu'on vit depuis deux mois. L'engagement est exigeant, les vautours sont à l'affût, nos galères de fin de mois sont toujours là et l'horizon qu'on nous promet ressemble à un film apocalyptique. Nous refusons ce futur et c'est pour cette raison qu'on bricole les moyens d'en finir. On en propose quelques-uns dans les pages qui suivent. Jaune, le journal pour gagner.

LES GILETS JAUNES
TRIUMPHENT



JAUNE est un état d'esprit. Celui de la détermination. Après deux mois de lutte, on a ressenti le besoin de porter clairement les positions de la victoire au sein d'un mouvement qui ne manque pas de VRP en tout genre pour nous vendre les solutions de la défaite clé en main. Ces gens-là ont des forces, ils ont des thunes, des moyens de propagande, et on se retrouve parfois séduits par leurs

mirages, souvent étouffés dans leur proposition. Ce constat, on l'a retrouvé dans plusieurs villes de France et c'est à partir du partage d'expériences qu'on a lancé le journal. Nous voulions faire exister les positions de la victoire, les assumer et permettre leurs discussions. En parallèle du journal papier dont la publication dépend de nos capacités financières, logiquement maigres, nous tenons un jour-

nal en ligne jaune.noblogs.org sur lequel nous publierons les différentes contributions qui vont dans le sens de l'extension et l'approfondissement du mouvement. Nous les publierons ensuite dans la prochaine édition. Pour nous faire parvenir vos impressions, vos récits, vos analyses, pour nous soutenir financièrement, vous pouvez écrire à lisezjaune@riseup.net

ON SE BAT POUR TOUT LE MONDE

« Mais quelles sont vos revendications ? » C'est toujours la première chose que les médias et les personnes hostiles au mouvement nous crachent au visage. A travers cette question barbant, ils ne nous demandent pas comment on s'est retrouvés dans la rue mais comment on pourrait la quitter. Et c'est pour ça qu'on se retrouve dans l'embarras. On ne veut pas la quitter cette rue qu'on a prise, ces ronds-points qu'on a habillés, cette force collective qu'on a trouvée. Nous savons que notre situation ne pourra pas s'améliorer avec quelques miettes, ce qui rend les choses complètement ingérables pour tout pouvoir. En plus, on a ce formidable réflexe de refuser la représentation, qui fait qu'ils n'ont aucune tête à acheter ou à couper pour mettre à mal le mouvement. Ils nous disent : « Vous en demandez trop ». Face à cette accusation d'amateurisme politicien, on aurait pu simplement leur dire merde. Négocier tue et les politiciens sont nos fossoyeurs.

QUI VEUT PERDRE ?

Sauf qu'au sein du mouvement, tout le monde n'est pas de cet avis. Parce qu'on est peut-être pas tous dans la même situation de galère. Nous, travailleurs, chômeurs, retraités, nous vivons du salaire (y compris déguisé en chiffre d'affaire pour les auto-entrepreneurs) et des allocs. Ce salaire et ces allocs, on les obtient en vendant notre force de travail à un patron. Et c'est grâce à ça qu'il arrive à se faire de la thune, c'est grâce à ça que l'économie roule, sur notre dos. On peut comprendre les appels à l'unité au sein des gilets jaunes. Mais quand cette unité signifie marcher avec ceux qui nous exploitent au quotidien et avec leurs représentants politiques ce n'est plus de l'unité, c'est de la domestication. En réalité, nos intérêts sont irréconciliables et cela s'exprime aussi au niveau des revendications. Si réconciliation superficielle il y a en l'état, ça voudra simplement dire qu'on a perdu, qu'on est retourné au turbin et qu'eux ont gagné des passe-droits et des numerus clausus dans la concurrence économique mondiale en aggravant la situation de certains d'entre nous. C'est de cette fraction du mouvement dont provient la plupart des politiciens. Il n'y a qu'à voir les groupes comme les « Gilets Jaunes Libres » ou encore « La France en Colère ». Ce sont ces plateformes qui mettent régulièrement en avant les soi-disant revendications officielles où pullulent les tentatives de lobbying des partis politiques traditionnels.

42 REVENDICATIONS POUR UN RETOUR À L'ORDRE

Évoquons la première liste de revendications des Gilets Jaunes : c'est un tableau d'art abstrait, un patchwork

d'intérêts. On y demande de tout, de la retraite à 60 ans à l'augmentation des moyens pour la police en passant par la favorisation du petit commerce. Et un smic à 1300 euros et des emplois pour les chômeurs, les grands seigneurs !

Mais, cette liste, c'est aussi l'expression limpide d'une tendance nationaliste, avec quatre mesures contre les étrangers, à mille lieues de nos problèmes et à dix mille de leur solution. Faut être borné pour croire que les problèmes en France viennent d'ailleurs. Qu'une sortie de l'Europe nous permettrait de vivre bien ou que la chasse aux sans-papiers fera monter notre salaire. C'est d'ailleurs précisément l'inverse qui se passerait. On nous dit : il faut fermer les frontières et ça ira mieux. Regardez aux Etats-Unis, au Brésil, en Hongrie, en Birmanie, en Israël : partout les différents pouvoirs essaient de mettre en avant la guerre entre pauvres pour éviter la guerre aux riches tandis que eux continuent sciemment leur guerre contre nous. Les fachos veulent juste se faire une plus grande place à la table des exploités en faisant du Trump. Et nous n'avons absolument aucune raison de les y aider.

En réalité, cette liste de revendication, tout le monde s'en fout. Il n'y a que les politiciens pour espérer en tirer quelque chose et bien sûr, les médias et le gouvernement, qui ne manqueront pas l'occasion de nous faire passer pour des nervis d'extrême droite. Mais, comme quand on appelle quelqu'un par un prénom qui n'est pas le sien, nous n'avons pas prêter attention.

RICUPÉRATION

Certains politicards sont partis, notamment de l'extrême droite traditionnelle

comme Marine Le Pen, mais une autre initiative, plébiscitée par de nombreuses organisations politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite, allait bientôt nous donner du fil à retordre : le RIC au nom du peuple et de la démocratie. Comme dit plus haut, notre système politique repose sur une illusion, celle de l'absence d'inégalité sociale et économique. On nous parle de nations, de citoyens libres et égaux en droits dans un monde où la seule règle qui tient vraiment, c'est bien celle de l'exploitation d'une classe par une autre. C'est la propagande bourgeoise qui nous fait croire qu'avant d'être des prolos, nous sommes des citoyens, que la vie des idées précède celle des conditions matérielles. Pourtant, la République ne remplit pas le frigo. C'est sur cette illusion que le RIC a surfé. Il faut avouer qu'à première vue, la proposition était séduisante. On nous disait qu'avec ça, on allait enfin pouvoir être entendus directement, qu'on pouvait reprendre le pouvoir sur notre vie. C'est nous qui déciderions de tout. Et sans lutter en plus, sans risquer sa vie sur les ronds-points et dans les manifs, juste en votant, sur son ordi dans son salon, les pantoufles au coin du feu qui crépite ! Mais dans le commerce, quand on a un produit à vendre, on ment : « Oui, une fois qu'on a le RIC, on peut tout faire passer ! ». C'est faux. Déjà, quel comble de demander l'avis aux bourgeois pour savoir s'ils sont d'accord pour nous augmenter ! Un vote qui irait contre l'intérêt des capitalistes, par exemple l'augmentation du SMIC/horaire, serait retoqué purement et simplement. Il suffit de se rappeler du referendum de 2005. Et ça, c'est sans compter l'intense propagande qu'on subirait pour voter contre, seuls devant nos écrans.

MACRON DÉMISSION

Parce que c'est ça la force des gilets jaunes. C'est que nous ne sommes pas seuls. Nous sommes sortis de l'individualisme dans lequel l'ordre social nous enferme, notamment dans l'isolement. La réalité, c'est qu'en deux mois de lutte, le pouvoir n'a jamais autant lâché sans qu'on lui demande rien. Et ses verres d'eau pour éteindre un incendie n'ont rien changé. Son débat national ressemble à une leçon de morale. Maintenant Macron fait le choix de jeter de l'huile. Nous sommes prêts.

Pour contrer le RIC, certains d'entre nous ont dit : pas besoin de RIC pour gagner, on veut la démission pure et simple de Macron. Cette revendication a la bonne idée de mettre à l'honneur notre action, de recentrer le débat sur notre force collective. En effet, c'est la rue qui fera partir Macron, pas les urnes. Mais, juste après avoir dit ça, tout le monde se pose la question : qui le remplacera ? C'est justement là où le bât blesse. Macron, aussi arrogant qu'il soit, est remplaçable et son successeur fera exactement la même chose pour défendre le profit. Il faut clairement jeter le bébé avec l'eau du bain. Les institutions qui existent sont là pour défendre la logique de l'argent et de l'exploitation.

VERS L'INFINI ET AU-DELÀ

Pour continuer, nous devons renforcer le mouvement, l'étendre selon nos principes de solidarité et l'approfondir, pour que notre logique commune, celle du refus des conditions de vie actuelles, vienne réellement bouleverser ce monde. Il n'y a pas besoin d'avoir un plan pour ça. C'est souvent au feeling que les premières mesures sont prises, comme on l'a démontré ces deux derniers mois. Nous devons assumer la conflictualité avec tout ce qui nous fait obstacle. Le travail nous empêche de lutter, on y répond par la grève. La répression essaie de nous terroriser, nous nous organisons pour qu'aucun de nous ne tombe entre leurs griffes. La thune commence à manquer, on met en place des réseaux solidaires avec des producteurs agricoles. On arrive plus à payer le loyer et les factures, on ne les paie plus. On nous coupe l'électricité, des GJ qui taffent à EDF la remettent. On a faim, on va prendre la marchandise dans les magasins et on organise de grandes distributions gratuites pour tout le monde. Ce sont des exemples parmi tant d'autres mais ils tendent tous vers un unique but : faire de notre mouvement un point de ralliement auquel tout un chacun peut s'accrocher pour y trouver de la force, de l'entraide et des moyens de vivre malgré la crise, donc aux antipodes de nos quotidiens de galère. Les gilets jaunes bouleverseront ce monde. Ce bouleversement, personne n'est en mesure de l'anticiper. C'est ce qu'on appelle une Révolution.



Blocage : faut-il se concentrer sur certains points ?

On entend beaucoup parler de bloquer les ports, les raffineries, les points stratégiques. En soi, c'est une bonne chose. Mais ce qui fait la force de ce mouvement, c'est son caractère diffus. Le fait qu'il y ait une multiplicité de points de blocage est une grande force. En effet, si les blocages se concentraient sur quelques points, ils seraient certes plus faciles à bloquer, mais surtout beaucoup plus faciles à débloquent : l'Etat, comme il l'a fait par exemple durant la mobilisation contre la Loi travail, n'aurait qu'à envoyer les CRS débloquent les axes stratégiques les uns après les autres.

Il pourrait sur chaque point déployer beaucoup de force, puis la projeter ailleurs. Alors que lorsque ça bloque partout, c'est une autre paire de manche : l'Etat est aussi obligé de disséminer partout ses forces, et cela le paralyse de fait.

En bloquant partout, on bloque bien mieux, et surtout, à la hauteur de ce que nous pouvons faire en étant tous et toutes impliqués. De plus, les blocages doivent être des lieux de débats, d'échanges : des mini comités d'actions à chaque rond-point.



Et la grève générale?

La grève générale est dans la bouche de tout le monde. Mais elle ne se crée pas. En fait, il faut tout d'abord revenir sur ce que signifie grève générale. Si on l'entend dans sa définition syndicale classique, cela veut dire appeler à la grève les secteurs sans lesquels tout s'arrête: transports, énergie, communication. Et c'est vrai que c'est efficace, on l'a vu lors du mouvement de grève contre le plan Juppé en 1995.

Mais encore une fois, comme pour la question des blocages, ce qui fait la force de ce mouvement, c'est la masse qu'il met en jeu. C'est qu'il n'est pas dans une logique de délégation, où ce

serait la petite minorité de travailleurs des secteurs concernés qui se battent pour tout le monde : de toutes façons, ils ne veulent ou ne peuvent plus comme il y a vingt ans.

En revanche, la grève de masse, basée sur la multiplication des débrayages locaux, ça ç'aurait de l'impact. Ce serait revenir aux fondamentaux des actions de la classe des exploités : on débraye, on sort, on va voir les collègues de la boîte d'en face, on passe faire un coucou sur les points de barrages ... Bref on fait masse, et on démultiplie les actions.



La force est à chercher dans notre situation

Être plus nombreuses et nombreux, multiplier les barrages et en faire des lieux vivants du soir au matin. Garder les barrages effectifs tant que possible : les barrages filtrants ne sont pas suffisants pour bloquer l'économie.

Et puis il faut des renforts ! Voir entrer dans la danse les lycéens, les étudiants, tous les salariés. Faire de chaque barrage un mini comité d'actions où on discute ensemble. Grèves et blocages

partout. Nous, les exploités, vivons et travaillons sur tout le territoire. Voilà notre plus grande force, c'est elle qu'il faut faire fructifier. Multiplions aussi les pratiques d'entraide que nous voyons fleurir partout, comme par exemple pour garder les enfants. Ce que ce mouvement porte d'enthousiasmant, c'est tout cela : l'immense force collective des millions de travailleurs et travailleuses.



ILS NOUS CRACHENT DESSUS !

DOMINIQUE RIZET ET L'OBJECTIVITÉ JOURNALISTIQUE

« Moi je me pose la question, je suis journaliste de BFM-TV. Pourquoi ? Qu'est-ce qu'on a fait de mal ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? Qu'est-ce qu'on a dit qu'il ne fallait pas dire ? Je pense qu'on est d'une objectivité et impartialité totale ! »

.....

MARINE LE PEN ET LE SMIC

« J'ai toujours dit que l'augmentation du SMIC entraînerait une charge supplémentaire pour les très petites entreprises et les PME, qu'elles ne peuvent pas assumer [...] »

.....

APATHIE ET L'ORGANISATION SOUTERRAINE

« Dans ce mouvement informel, gazeux - moi je le pense depuis le début - il y a une organisation souterraine, cachée, il y a des tireurs de ficelles, des gens beaucoup plus politisés et politiciens qu'on ne le croit, et qui apparaissent aujourd'hui. »

.....

CASTANER ET LES TALIBANS

A propos de l'incendie de « La Main Jaune » statue construite par l'artiste Francis Guyot à Châtellerault

« Quand on en vient à attaquer des œuvres d'art [...] on oublie la liberté de création, on oublie au fond la liberté tout simplement. Et on l'a vu dans notre propre Histoire. On a vu comment les Talibans ont attaqué les bouddhas géants de Bâmiyân, c'était en mars 2001. »

.....

SÉGOLÈNE ROYAL SUR LES LYCÉENS

A propos des jeunes de Mantes-la-Jolie humiliés par la police, agenouillés mains sur la tête

« Ça ne leur a pas fait de mal, à ces jeunes, de savoir ce que c'est le maintien de l'ordre, la police, de se tenir tranquilles. Ça leur fera un souvenir. Et c'est pas mal pour leur redonner le sens de la réalité », a estimé Ségolène Royal. « Parmi ces jeunes, il n'y avait pas que des lycéens. Il y avait aussi des casseurs qui, avec une sauvagerie incroyable, ont commencé à allumer des feux un peu partout dans Mantes »

CE QU'IL NOUS FAUT, C'EST UNE BONNE GRÈVE !

Nous sommes tous pour garder le panache des blocages de ronds-points des premiers jours. Sur ces blocages, on a découvert que beaucoup de gens vivaient la même chose que nous, les mêmes galères et mêmes certaines sur lesquelles on avait oublié de mettre des mots. On a aussi redécouvert nos villes et on s'est surpris à voir que nos allers-retours au boulot, nos discussions au magasin, nos échanges avec les collègues servaient maintenant d'informations pour une cartographie des points névralgiques à bloquer pour foutre la merde. Mais au bout de deux mois, nous sommes tous confrontés au même constat : on manque de gens, on manque de temps. Et l'intervention systématique des flics nous épuise donc deux fois plus. Mêmes les blocages dits « stratégiques », ceux qu'on avait décidés dans un souci d'optimisation, on n'arrive pas à les tenir plus d'une journée.

LE TRAVAIL N'EST PAS UNE PARENTHÈSE

On ne peut pourtant pas dire qu'on manque de détermination. Le problème, c'est que pour beaucoup d'entre nous, on a cramé nos arrêts maladies, nos congés payés, et qu'on doit retourner bosser. Le travail devient un obstacle dans notre engagement. On y va pour prendre le salaire et on repart illico presto sur les ronds-points pour voir les camarades. Pourtant, il y en a des gilets jaunes dans les boîtes pour lesquelles on travaille. Ça discute à la pause, ça se mate les vidéos des affrontements du samedi dernier, le temps d'en griller une. On s'attarde à commenter les exploits d'untel et puis c'est l'heure de retourner à notre poste. On met entre parenthèses nos envies de monde meilleur et on écoute le chef.

Comme si les problèmes s'arrêtaient à la porte de l'entreprise. Comme si ce n'était pas le patron qui nous payait une misère, qui rechignait à payer les heures sup, qui nous demandait de « faire des efforts » pour le bien de son entreprise, pour le bien de son ventre. Comme si tout ce qu'on dénonce d'injustice sociale, d'exploitation des humains et de la planète par les riches, on ne le voyait pas se fabriquer sous nos yeux, sous nos mains. Et pour ceux qui bossent

dans la logistique, le patron fait peser sur les travailleurs les retards liés à nos blocages en leur demandant de travailler plus vite sans aucune contre-partie. C'est la même chose pour les organismes sociaux (CAF, Sécu, Pôle emploi) pour lesquels on cotise, qui nous menacent de sanctions financières au moindre écart pour faire des économies sur notre dos. Partout, on essaie d'attaquer nos conditions de vie. La grève, c'est donc le pas à franchir pour approfondir le mouvement et pour respirer. La grève libère. La question : comment on démarre ?

JEUNE ET GILET

Mi-décembre, les lycéens ont montré la voie. Et si le thème mis en avant était la réforme Parcoursup qui est une vraie saloperie, la réalité c'est que les lycéens qui sont passés à l'action le faisaient également pour se joindre aux gilets jaunes. Pour pouvoir le faire, ils ont décidé de bloquer leur établissement. Ce blocage, c'était un piquet de grève. Les lycéens faisaient grève et ils disaient : nous ne sommes pas lycéens aujourd'hui, nous sommes en lutte. Ils bloquaient leur établissement pour se libérer la journée, pour casser la répression administrative et policière, la pression des profs, la morale de certains parents. Et ils allaient retrouver ou débrayer les lycéens d'autres établissements pour placer le rapport de force à un niveau tel que tout établissement particulier qui se risquerait à réprimer ses élèves subirait la vengeance de milliers de lycéens.

Maintenant, remplacez dans le paragraphe ci-dessus "lycéen" par "travailleur" et "établissement" par "entreprise".

LA GRÈVE, ÇA SE PAIE !

Sauf que la grève du travail, ce n'est pas tout à fait la même chose que la grève des études. Puisque les lycéens ne produisent pas, ils ne subissent pas la même pression que ceux qui taffent. Quand on démarre une grève dans une



« Dans le secteur privé, un mouvement de grève peut être déclenché à tout moment. Les salariés qui veulent utiliser leur droit de grève n'ont pas à respecter de préavis. Une grève est licite même si elle n'a pas été précédée d'un avertissement ou d'une tentative de conciliation avec l'employeur. L'employeur doit cependant connaître les revendications professionnelles des salariés au moment du déclenchement de la grève. Les salariés ne sont pas tenus d'attendre le refus de leur employeur de satisfaire à leurs revendications pour entamer la grève. Le salarié gréviste n'est pas tenu d'informer son employeur de son intention d'exercer son droit de grève. »

Source : service-public.fr/particuliers/vosdroits/F117

boîte privée, c'est très simple : il suffit d'être deux et de dire à tout moment « camarades, on débute une grève pour obtenir des augmentations de salaire ». On sait qu'il y a beaucoup d'autres soucis à mettre sur la table, mais la revendication d'augmentation de salaire sera toujours considérée comme valable.

Vous ne pouvez pas subir de pressions quant à l'exercice de ce droit de grève. Si vous n'êtes pas assez, profitez du temps de la grève pour aller sur les blocages ou dans les manifs, informez nous de votre mouvement pour qu'on puisse venir devant l'entreprise en solidarité. Vous pouvez décider de tenir un piquet devant votre boîte et même bloquer l'entreprise pour gripper la machine. Le patron vous dira que c'est illégal, qu'il va faire un référé etc. N'ayez pas peur, si vous êtes nombreux, le patron ne se risquera pas à des sanctions qui pourraient lui coûter son chiffre d'affaire. Quand on a réussi à lancer la grève, il ne faut pas s'arrêter. Il faut profiter de la grève pour aller chercher les gens qui bossent autour et les convaincre de la lancer à leur tour. Imaginez une grève sur toute une plateforme logistique, comment ça serait la classe. Y a pas besoin de bloquer les camions, personne n'est là pour les décharger !

La grève, ça coûte de l'argent, c'est vrai. Ce sont les réseaux de solidarité qui

doivent permettre de tenir dans le rapport de force. La constitution d'une caisse de grève est primordiale, les bouffes collectives, les débrouilles en tout genre aussi. Et bien sûr, n'oubliez pas de demander au patron le paiement des jours de grève, c'est la base. La grève peut être payée mais pas un congé sans solde.

Pour ceux qui sont dans le public, ce n'est pas pareil, il faut un préavis de grève de cinq jours francs déposé par un syndicat. Heureusement, des préavis de grève sont déposés tous les jours par le syndicat Sud, donc vous êtes couverts. Renseignez vous tout de même sur la question du service minimum qui permet à l'employeur d'assigner des membres du personnel pour tenir le service.

Voilà, exit le syndicat qui veut tout contrôler, tchao le fantasme de la grande grève générale que tout le monde attend sans que personne ne fasse rien. Généralisons les grèves en renforcement du mouvement des gilets jaunes pour l'autodéfense en acte des prolos sur leur lieu de travail. Le mouvement est pour le moment suspendu à ces grèves. Si nous parvenons à franchir ce pas, assurez-vous que 1936 ou 1968, on verra ça comme un bal musette.



COMME UNE PLANTE GRIMPANTE JUSQU'AU CIEL

Notre mouvement s'est structuré comme une plante grimpante : solide sur ses appuis, pour gagner en hauteur et en largeur. Les tentatives d'imposer une direction, représentation, etc. se sont toutes ramassées et tant mieux, cela nous aurait fragilisé. C'est en partant des formes spontanées d'organisation que nous pouvons envisager une meilleure croissance de la lutte.

Ce mouvement s'est enraciné dans les interstices des ronds-points, des péages, pour constituer un maillage solide. Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à plusieurs problèmes.

1. L'offensive policière contre les ronds-points.
2. La nécessité de s'organiser à une échelle plus large sans figer la lutte.
3. La tentation de la fuite en avant activiste.

Pour trouver des solutions, il nous faudra expérimenter, faire connaître ce qui marche, mettre de côté ce qui ne fonctionne pas. Ce travail de tri, c'est au mouvement de le faire. Ce journal est un outil pour l'y aider.

L'offensive policière contre les ronds-points cible le mouvement dans ses points vitaux. Il s'agit donc de les défendre, mais aussi d'y poser des formes de résilience, issues de la lutte (le mot résilience vient du latin qui veut dire rebondir, s'adapter aux chocs et attaques pour mieux avancer). Cette offensive a produit des contre-offensives. Nous avons joué au chat et à la souris bricoleuse de cabanes avec les flics. Mais on s'y épuise.

1. Une solution qui marche, c'est se doter d'un rendez vous fixe. Cela permet aussi de garantir la visibilité du mouvement, de le faire exister sur la place publique. Sur les ronds-points, en ville, partout où nous habitons, donnons nous une heure ou deux, fixes, pour se retrouver. Pour faire un point d'infos sur nos actions, discuter du mouvement, élaborer des propositions pour l'assemblée de masse, boire un café, manger un morceau. C'est un bon moyen de maintenir le lien. De plus cela permet ensuite de nous rendre sur des actions ensemble, ou de continuer à occuper les lieux. Et puis c'est aussi l'endroit où nous pouvons être rejoints par de nouveaux camarades de lutte, et ça, c'est très important de le tenir.

2. S'organiser à une échelle large passe par l'assemblée de masse. Encore faut-il ne pas créer une usine à gaz. Ce que montre l'expérience des assemblées de masse déjà constituées, c'est qu'il ne sert à rien de multiplier les protocoles de vote, voire de voter tout court, hormis pour se compter (qui est motivé pour telle action ?). On n'est pas à l'assemblée nationale, vautrés sur des fauteuils, en représentation. Nous sommes dans l'action. Il s'agit de répondre aux besoins du mouvement.

- Discuter stratégie, voir plus loin. Voir l'ensemble du tableau, débattre des grandes options, s'informer, tirer parti du nombre. Et cela, par les prises de paroles, mais aussi par la diffusion de texte dans l'assemblée. Ainsi, discuter de l'heure de tel ou tel blocage n'est pas nécessaire. Mais discuter de la pertinence stratégique des cibles, donner des éléments d'analyse, là on est dans l'efficace.

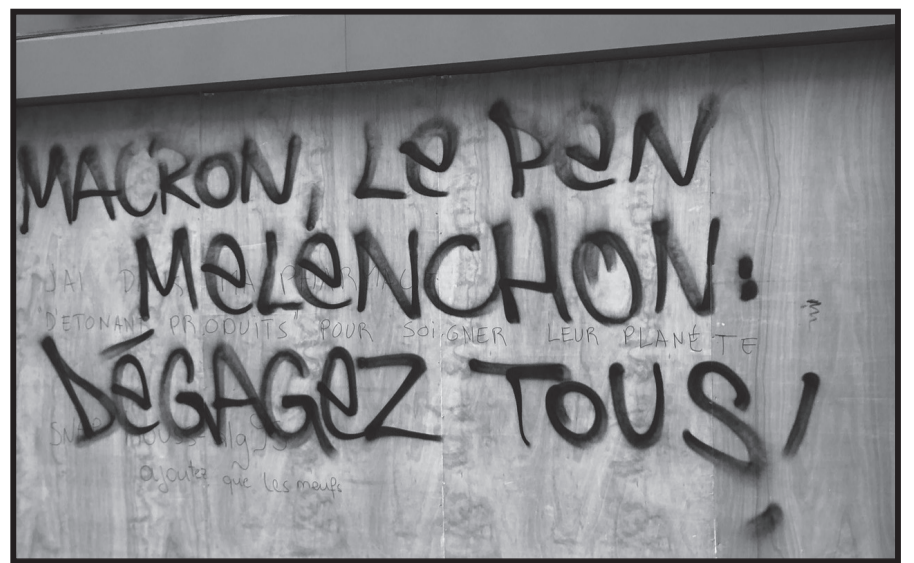
- Une assemblée pour proposer des actions et se rencontrer. On viens à l'assemblée pour y puiser des forces : nous proposons telle action, nous nous captions, proposons des rendez vous. Mais aussi pour tisser des liens avec des gens qu'on ne voit pas sur notre point de rendez-vous habituel, mais qui peuvent être celles et ceux avec qui envisager la grève, pour ne citer que cet exemple.

3. Soyons vigilants sur la fuite en avant activiste. Confrontés à la répression, on se capte par équipes qui se connaissent et se font confiance, se rencardent avec d'autres équipes, montent sur des gros coups. C'est utile ! Mais en lien avec le mouvement. Pour cela, l'assemblée de masse est nécessaire. Car si la répression rend important les protocoles de sécurité, la pensée du choix global des cibles et des formes d'actions doit être partagée par le mouvement dans son ensemble.

Soyons souples comme le roseau : on bouge mais on revient là d'où nous venons.

Soyons vifs comme l'abeille : piquons là où ça fait mal, mais on en parle avec la ruche.

Soyons intelligents comme l'éléphant : nous sommes une masse, mais une masse qui pense, qui se réunit et qui se souvient.



ILS NOUS CRACHENT DESSUS ! (SUITE)

JEAN QUATREMER ET LES BEAUFs

« Le 17 novembre, c'est une journée magique : tous les beaufs vont être facile à reconnaître grâce à leur gilet jaune ! »

.....

EMMANUEL MACRON

« Que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple (...) et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France »

.....

MATHIEU KASSOVITZ ET SON PRÉSIDENT

En répondant à Philippe Poutou

« Oui je suis très content d'avoir un président qui garde sa ligne et qui essaye des choses tout en écoutant et en reconnaissant ses erreurs. Et toi tu n'as pas aimé le ton de sa voix ou la position de ses mains ? Tu voulais quoi, une Mercedes neuve et le smic à 2500 Philippe ? »

.....

BENJAMIN GRIVEAUX

PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT, LUCIDE

« Le mouvement dit des Gilets Jaunes pour ceux qui restent mobilisé est devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et au fond renverser le gouvernement.»

.....

BLANQUER ET LES NOUVELLES SOCIABILITÉS

« Ce qui est certain c'est que la crise des gilets jaunes a créé des nouvelles sociabilités (...), on voyait bien qu'il y avait ce bonheur d'être ensemble, c'est ce qu'on doit garder de positif »



NOS ENNEMIS / S'EN DÉFENDRE

En quelques semaines seulement, les pratiques d'autodéfense contre la police se sont répandues comme une traînée de poudre. Si ce n'était pas une évidence pour tous à l'origine, cela s'est imposé comme tel au fil des semaines pour une bonne partie du mouvement GJ : il s'agit de se protéger de la police. Elle entrave nos manifestations, débloque nos blocages, frappe, gaz, mutile. Aujourd'hui des techniques défensives et offensives pour tenir la rue ou les blocages malgré la présence des keufs se sont diffusées et généralisées. On vient avec des masques à gaz, des lunettes, on est prêts à renvoyer les lacrymos (tout en évitant les mutilations sur d'autres types de grenades), on monte des barricades... Bref, on ne se laisse pas faire, on lutte ! Les pratiques d'autodéfense à ce stade sont relativement collectives et solidaires et chacun apprend de jour en jour.

Mais se prémunir de la répression, ce n'est pas seulement au moment de l'affrontement avec la police. L'autodéfense c'est aussi tenter d'éviter les arrestations, les fouilles. Il faut également se défendre après l'arrestation, lutter contre l'individualisation et l'isolement propre au système judiciaire. De la rue au tribunal et jusqu'à la prison, nous devons nous défendre collectivement. Cette question n'est pas annexe à la lutte. Elle en est même le cœur. Un mouvement fort est un mouvement qui est en mesure de soutenir toutes ses pratiques face à l'État, y compris celles qui font débat au sein de nos espaces d'organisation. Accepter les termes du pouvoir, au sujet des « casseurs », des « violents », c'est laisser la porte ouverte à la police et à la justice pour qu'elles continuent à frapper et enfermer les gilets jaunes. On doit fermer la porte, refuser la dissociation.

DANS LA RUE

On peut être arrêté à différents moments que ce soit en manif, en action, sur un blocage, même chez soi. Parfois le pouvoir estime qu'il ne faut pas laisser passer tel ou tel acte et il ouvre une enquête afin de trouver des individus par tous moyens même longtemps après les faits notamment par la vidéosurveillance (ex. les dégradations de l'Arc de Triomphe).

C'est pour éviter d'être retrouvé et arrêté suite à une enquête qu'il est primordial de faire attention aux signes qui permettent de nous identifier formellement (vêtements distinctifs, tatouages voyants). Il est donc important de se dissimuler le maximum quoi qu'on fasse d'un peu répréhensible. Il s'agit de faire attention à ce qu'on filme avec le portable. Les vidéos peuvent souvent nous incriminer nous ou nos proches. Cette habitude de tout filmer permet aux flics d'identifier des personnes et de boucler des enquêtes.

Arriver en manifestation ou en action n'est pas toujours aisé. Les keufs nous ont souvent précédés, notamment sur les manifestations. Ils se permettent de nous fouiller (sacs, véhicules, palpation) souvent à la recherche d'explosifs, armes ou autre matériel potentiellement offensif. Les masques à gaz sont d'ailleurs considérés comme des armes (A2) et leur port ou transport est interdit. Le port d'arme ou ce qui peut être considéré comme une arme par destination est, pour un tribunal, un indice justifiant l'incrimination de participation à un groupement violent, dite « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou dégradations », qui permet de justifier toutes les gardes à vue, même si l'arrestation a eu lieu deux heures avant la manifestation.

Les autres matériels de protections (masque, casque) n'entraînent pas nécessairement une garde à vue mais sont souvent confisqués par la police.

Il est donc important de tenter d'éviter les fouilles. Il est souvent possible de trouver des passages non contrôlés par la police. Des éclaireurs peuvent également être envoyés pour trouver un passage libre, parfois il s'agit d'attendre un peu après le début de la manif pour apporter le matériel, ou de le cacher à un endroit stratégique avant la manif afin de pouvoir le récupérer sur le chemin...

Lorsqu'une personne est interpellée pendant la manif, il est toujours possible d'empêcher l'arrestation tant que les menottes ne sont pas mises. En agissant collectivement le rapport du nombre permet l'exfiltration de la personne en question. Les flics ciblent parfois des personnes actives en suivant les indica-

tions d'infiltrés, de gens de la BAC ou de CRS. Il est important de protéger ces copains là (qu'on les connaisse ou pas). Tant que le nombre et la détermination seront là, l'arrestation sera compliquée. Mais c'est souvent quand ça se calme qu'elles ont lieu. Éviter de laisser seules les personnes potentiellement repérées, les aider à se cacher derrière vous pour changer de vêtement avant de quitter les lieux sont autant de réflexes qui peuvent éviter des arrestations ou quelques incriminations. Les gilets jaunes, c'est la solidarité.

EN GARDE À VUE

Malgré les précautions prises, les arrestations sont pourtant encore trop fréquentes et se défendre contre la répression ne s'arrête pas aux portes du commissariat.

Les arrestations sont souvent faites dans le tumulte de la manifestation et le dossier est régulièrement mal ficelé tant et si bien que l'accusation compte souvent sur l'aveu des arrêtés pour pouvoir poursuivre sans risquer la relaxe. Par ailleurs, tout ce qui est dit en garde à vue sera retenu contre soi-même ou quelqu'un d'autre. Enfin, à ce stade, personne n'a aucune idée de ce que contient le dossier et quels sont les éléments probants, pas même l'avocat qui vient nous assister en garde à vue. C'est la raison pour laquelle il est primordial de garder le silence, quelles que soient les pressions qu'on subit. C'est le métier des keufs d'essayer de nous faire parler, ils sont pleins de techniques différentes, comme nous reprocher tout un tas de choses pour nous en faire admettre au moins quelques unes, nous faire croire qu'être honnête peut nous attirer l'indulgence du parquet. Tout cela est faux et la seule réponse à leur donner est de n'avoir RIEN A DECLARER !

Également, l'ADN et la signalétique (les empreintes) vous seront systématiquement demandés. S'il paraît anodin de les donner et qu'on vous explique bien que refuser d'entrer dans les fichiers de la police est un délit, c'est aussi un droit de refuser. Ces éléments peuvent parler pour vous dans des enquêtes ou instructions à venir, il est conseillé de refuser de se soumettre au prélèvement. On vous le reprochera certainement à l'audience mais des collectifs de soutien ou avocats peuvent vous aider à justifier votre refus...

À l'issue de la garde à vue, soit vous repartez libre avec ou sans convocation



soit on vous amène au tribunal pour être présenté au procureur (voir schéma). Le procureur décidera des suites (convocation postérieure, rappel à la loi ou comparution immédiate).

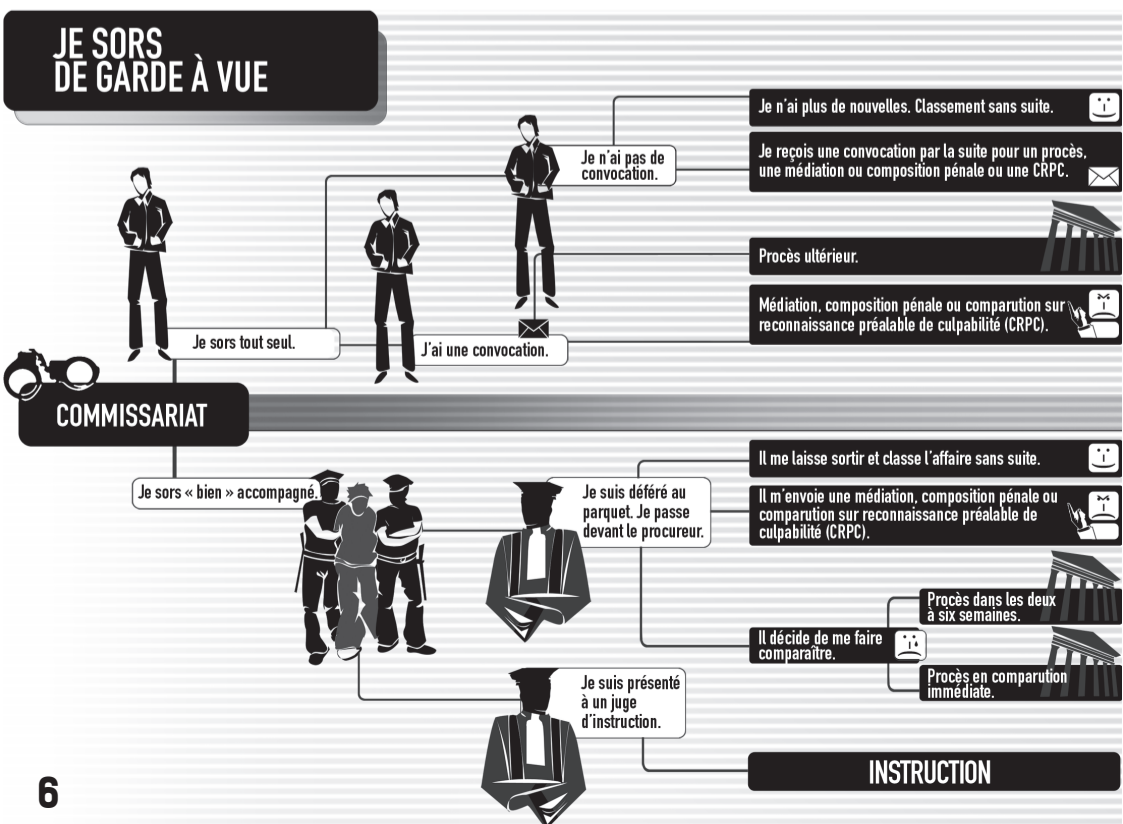
AU TRIBUNAL

Si la comparution immédiate est décidée par le procureur, vous serez dans un premier temps présenté devant une assistante sociale en amont pour une « enquête sociale rapide ». Attention encore, ce que vous lui dites sera répété, amplifié voire déformé à l'audience. Il est aussi conseillé de refuser cette enquête sociale.

En comparution immédiate, il est proposé de prendre du temps pour préparer sa défense. C'est une possibilité qu'il faut saisir pour plusieurs raisons. Votre jugement sera plus éloigné du temps des faits et cela permet de préparer une réelle défense. Vous aurez ainsi le temps d'étudier votre dossier en profondeur. Dans ce cas un débat s'ouvre sur ce qu'il sera fait de vous en attendant votre prochaine comparution (contrôle judiciaire ou détention provisoire). C'est la raison pour laquelle il est primordial d'avoir préparé en amont des GARANTIES DE REPRESENTATION, accessibles par des proches, pour éviter la case prison : attestation de domicile, pièce d'identité et contrat de travail (ou certificat de scolarité, attestation RSA etc.) principalement.

EN CAS D'INCARCÉRATION

Si l'incarcération est prononcée par le tribunal, l'autodéfense face à cette phase ultime de la répression est toujours possible. Il faut au maximum éviter l'isolement des personnes incarcérées et de leurs proches... Toutes les démonstrations de solidarité sont extrêmement importantes pour la personne en taule... là encore les collectifs de soutien peuvent vous renseigner et vous filer un coup de main pour organiser la solidarité !



PLUS QUE

Beaucoup de listes d'organisation passant par la messagerie « Telegram » ont été créées un peu partout. C'est une grosse erreur car cette appli n'a rien de sécurisé contrairement à ce qu'elle prétend (c'est pas parce que Benalla envoie ses textos à Macron dessus qu'il faut faire pareil). De plus, l'intégralité du carnet d'adresse de l'utilisateur est téléversé sur ses serveurs. Bien sûr, pas la peine de parler de Messenger ou Whatsapp qui sont gérés par Facebook dont nous parlons à la page d'après. Il faut faire tourner le mot partout : téléchargeons l'application Signal et reconstruisons les listes d'infos, d'organisation, etc... c'est la seule messagerie véritablement sécurisée pour le moment. Ce qui n'empêche pas d'avoir toujours une confiance relative et de ne pas dire n'importe quoi dessus ;)

APPEL À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Depuis le 17 novembre dernier, un mouvement social inédit a pris forme un peu partout ici. Nous autres participants, dits « Gilets Jaunes », occupons, bloquons, prenons la rue, attaquons les forces répressives, sabotons, discutons et rêvons de meilleurs lendemains ! Ce mouvement se caractérise pour beaucoup par l'action de ses participants. Ce retour en force de la pratique de l'action directe est évidemment craint par le pouvoir qui préfère bien entendu que les exploités de ce monde restent dociles, tout en participant aux diverses farces électorales. En nous étant organisés à la base, en ayant refusé d'avoir des représentants, nous avons empêché le pouvoir d'avoir les relais habituels pour affaiblir la lutte.

L'État ne peut plus compter que sur sa police pour nous faire rentrer chez nous. Et il l'utilise comme jamais. Nous vivons depuis plusieurs décennies une explosion des politiques sécuritaires à l'échelle planétaire. C'est un instinct de survie de la classe capitaliste qui ne peut continuer à nous écraser toujours davantage sans assurer ses arrières. De nouvelles armes pour la police, de nouvelles lois permettant de nouveaux délits, de nouvelles prisons, l'arsenal répressif est en constante augmentation en France et l'application répétée ces dernières années de l'État d'Urgence a fini de donner carte blanche à la police et la justice.

Les niveaux de répression atteints depuis quelques semaines sont affolants et visent clairement à instaurer la peur de lutter en nous mutilant et en nous enfermant. Il est impossible de faire un décompte précis, car nous ne pouvons recueillir toutes les informations pour le moment. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'il y a déjà eu des milliers d'arrestations dont certaines donneront lieu à des procès plus tard, des centaines de condamnations et plus de deux cents personnes envoyées en prison. De nombreuses enquêtes ont également été ouvertes concernant des pillages et des incendies. Mais nous comptons aussi déjà une morte percutée par une grenade lacrymogène, plusieurs personnes dans le coma suite à des tirs de flashball à la tête, 4 personnes ont eu la main arrachée (par des grenades GLI F4 avec de la TNT dedans), 12 personnes ont été éborgnées, une a perdu définitivement l'audition et plus d'une centaine de mutilés divers (fractures, visages en miettes, joues arrachées etc.).

La grande majorité des personnes condamnées est le plus souvent sans argent et isolée. Pour nous autres révolutionnaires, il est extrêmement important d'exprimer une solidarité en actes avec les condamnés et les prisonniers, d'exiger leur libération. Des outils existent dans plusieurs villes pour exprimer cette solidarité (collectifs anti-répression, caisses pour les prisonniers etc.) et le mouvement revendique une amnistie générale, mais vu l'ampleur de la situation, nous risquons d'être débordés en terme de moyens. C'est pour cela que nous lançons cet appel aux camarades révolutionnaires du monde entier, pour vous dire que tout soutien (financier, pratique, politique etc.) est le bienvenu et permettra également de faire vivre des positions contre le nationalisme dans le mouvement en cours, ce qui est primordial quel que soit notre côté de ces frontières à combattre.

Des révolutionnaires de quelques villes de France

Pour nous contacter : solidarity2019@riseup.net



Notre utilisation des réseaux sociaux est à la fois une force et une faiblesse. Facebook nous permet de nous retrouver, de discuter, de se proposer des choses et surtout de diffuser nous-mêmes de l'information. Pourtant cet outil a bon nombre de limites que nous pouvons déjà observer et que les grandes révoltes des dernières années dans d'autres pays ont subi de plein fouet.

Déjà, disons que Facebook, comme toute entreprise capitaliste, n'est pas un allié. Facebook collabore avec la police, les entreprises et les gouvernements. Dans ce mouvement plusieurs personnes sont déjà passées en procès suite à ce qu'ils disaient dessus ou par rapport aux photos publiées qui les compromettaient. C'est une première chose absolument primordiale : ne rien dire de compromettant sur Facebook ! Les flics regardent de très près ce qui est fait/dit. Et tu peux changer autant de fois que tu veux ton pseudonyme, ce qui compte, c'est l'adresse de ta box internet « l'adresse IP » et elle est fixe.

Ensuite rappelons que Facebook n'a pas de sympathie pour le mouvement. Sûrement sur ordre du gouvernement, ou par acharnement personnel, on constate déjà que de nombreuses publications, pages, groupes, comptes, sont tout bonnement supprimés ou suspendus sans véritables raisons. Dans

d'autres pays on a déjà vu Facebook supprimer intégralement tout ce qui faisait allusion à la révolte en cours !

Ça nous amène à la question globale d'internet. Lors des « printemps arabes », en Égypte notamment (ou encore au Cameroun en 2017), le pouvoir n'a pas hésité à carrément bloquer les réseaux sociaux, puis 80 % d'internet et même la téléphonie pour désorganiser le mouvement qui se structurait beaucoup grâce à lui. Tout est possible en terme de répression. S'il semble impossible de se passer complètement des réseaux sociaux pour le moment, nous devons garder à l'esprit que nous sommes forts et vivants car nous nous retrouvons sur le terrain. Voilà aussi pourquoi nous avons tenu à diffuser un journal papier qui ne va pas s'évaporer si on coupe internet mais qui est aussi un outil à partager en direct. Ou pour allumer un feu, après l'avoir lu & fait tourner ! Autour des ronds-points, en manif ou en assemblée, c'est dans ces moments que doivent se réfléchir et décider les stratégies et les suites !

PS : si vous tenez vraiment à continuer d'utiliser Facebook pour appeler à des événements par exemple, nous publierons bientôt un kit sur le site jaune.noblogs.org pour détailler les démarches à suivre afin d'avoir un Facebook sécurisé & anonyme.

LBD OU FLASHBALL

De 25 à 50 mètres, les forces de l'ordre peuvent avoir recours à des projectiles combinés de caoutchouc et de plastique dur de calibre 40 mm, propulsés à l'aide d'un Lanceur de Balle de Défense (LBD 40 ou GL-06), arme de guerre du fabricant suisse Brüger & Thomet, reconvertie à destination du maintien de l'ordre et en dotation chez les forces de l'ordre françaises depuis 2009.



LBD 40 (GL - 06)

Fabricant : Brüger & Thomet
Calibre 40 mm
Longueur : 59 cm
Poids : 2,15 kg
Visée optique

Balle semi rigide 40 mm (Spartan LE 40)

Fabricant : Nobel Sport
Diamètre : 41,3 mm
Poids : 41,8 g
Longueur : 102 mm
Vitesse : 92 m/s

S'EN PROTÉGER : CASQUE, LUNETTE DE SQUASH, MASQUE DE PLONGÉE, PORTÈGE-DENTS, COUILLE, PLASTRON, BANDEROLE RENFORCÉE (BÂCHE), POUCELLE

GRENADES DE DÉSENCERCLEMENT

Dans l'esprit des armes « à létalité atténuée », il existe trois types de grenades contenant des projectiles de caoutchouc : le dispositif balistique de dispersion (DBD - SAE 440), le dispositif manuel de protection (DMP) et le dispositif manuel de protection lacrymogène (DMPL), tous trois lancés à moins de 100 mètres. La « projection de 18 projectiles en caoutchouc et leur effet sonore intense (plus de 150 db) et psychologiquement agressif vise à déstabiliser les cibles et offrir aux forces de l'ordre quelques secondes nécessaires pour prendre la décision de désenclavement ou d'interpellation ».



Dispositif balistique de dispersion (DBD - SAE 440)
Fabricant : SAE Alsetex / SAPL / Verney Carron
Nombre des projectiles : 18
Poids des projectiles : 10 g
Force cinétique unitaire : 80 Joules
Rayon d'efficacité : 10 m
Poids total : 250 g
Niveau sonore : 145 dB

Dispositif manuel de protection (DMP)
Fabricant : SAE Alsetex / SAPL
Nombre de projectiles : 18
Poids des projectiles : 9,3 g
Force cinétique unitaire : 80 Joules
Poids total : 248 g
Niveau sonore : 160 DB

Dispositif manuel de protection lacrymogène (DMPL)
Fabricant : SAPL
Nombre de projectiles : 9
Poids des projectiles : 9,3 g
Agent actif CSL 20% : 24 cc
Poids total : 248 g
Niveau sonore : 160 DB
Rayon d'efficacité : 15m

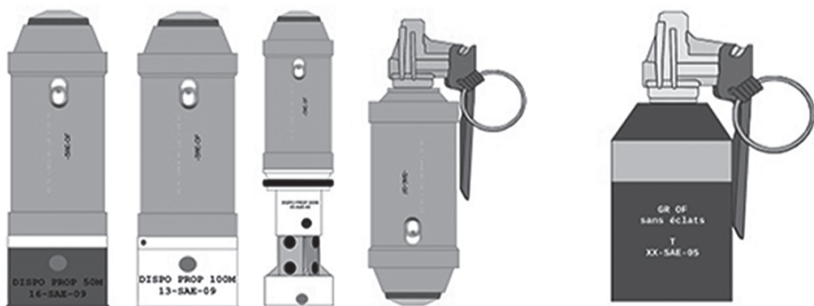
S'EN PROTÉGER : CASQUE, MASQUE DE PLONGÉE, BOUCHONS D'OREILLES NE PAS RAMASSER

GRENADE GLI - F4

La grenade offensive sans éclat (OF F1 - SAE 410) a quant à elle été interdite le 13 novembre 2014, suite à la mort de Rémi Fraisse. Lancée uniquement à la main, elle était « destinée à désorganiser, par la détonation d'une petite charge explosive, des groupes d'individus

mobiles et isolés. Son effet sonore intense et psychologiquement agressif, rend ainsi possible la neutralisation rapide et efficace des manifestants. Elle est également utilisée pour réaliser une diversion par effet de surprise »

OF F1 et GLI F4 représentent le même niveau de risques : interdire l'une et maintenir l'autre est une hypocrisie qui permet de sacrifier l'une pour préserver l'usage de la seconde. La GLI F4 a, en effet, déjà occasionné de nombreuses mutilations (une main à Pont de Buis et un pied à St Nazaire). Son niveau sonore est, en outre, plus élevé.



Grenade lacrymogène instantanée (GLI F4 - SAE 810)
Fabricant : SAE Alsetex
Diamètre : 56 mm
Longueur : 178 mm
Masse totale : 190 g
Masse active : 25 g de tonite (TNT)
Masse de CS pur : 10 g
Niveau sonore : 160 à 165 db

Grenade offensive sans éclat (OF F1 - SAE 410)
Fabricant : SAE Alsetex
Diamètre : 50 mm
Longueur : 129 mm
Masse totale : 58 g
Masse active : 76 g de tonite (TNT)
Niveau sonore : 159 à 166 db

S'EN PROTÉGER : S'ÉCARTER IMMÉDIATEMENT DE LA GRENADE, CASQUE, MASQUE À GAZ CARTOUCHE MARRON, BOUCHONS D'OREILLES NE PAS RAMASSER



HOP HOP RÉVOLUTION !



Dans ce mouvement, notre perception du temps bouge. Un moment il se suspend, nous sommes le 17. Puis hop, passe la fin novembre, deux semaines se sont écoulées, on est le premier décembre. Un samedi puis un autre et on se surprend à parler d'hier pour dire samedi dernier. On va respecter ce flou : ne figeons pas le mouvement, saisissons le au vol. Hop.

C'est le prix du diesel qui a tout fait partir. On a vu les prix à la pompe grimper, grimper... Et peser sur la fin du mois. Et ça, faut l'assumer, c'est la misère. Bien sûr, c'est un terme qu'on n'aime pas. Qui pue le renfermé, qui rappelle Victor Hugo, les Misérables. La misère, c'est le vide du frigo. C'est le froid parce qu'on chauffe pas. Ce sont les lettres d'huissier qu'on reçoit et qu'on essaie d'oublier dans la boîte aux lettres. C'est quand la carte passe plus à Carrefour et qu'on fait un chèque en sachant qu'il est en carton. Et que la caissière aussi elle le sait, mais qu'elle dit rien parce qu'elle aussi, elle connaît.

Tout ça, c'est notre quotidien. Alors qu'est ce que ça fait plaisir de se lever et de dire qu'on en a marre, et de s'apercevoir qu'on est un paquet, qu'on est partout !

Un mot sur les soi-disant écolos de plateaux télé qui nous montrent du doigt en nous accusant de polluer. Ils n'ont pas honte ces gens. Comme si c'étaient pas nous qui les bouffions, les particules fines, sur les périph, dans les quartiers. Comme si on était contre l'environnement, alors qu'on a grandi en étant persuadé de pas couper au cancer, qu'on bouffe de la putain de viande premier prix aux antibiotiques parce qu'on a pas le choix. Qu'on est dégoûtés qu'il n'y ait bientôt plus d'abeilles, que si ça se trouve nos gosses ne connaîtront pas les oiseaux ! Mais le choix, nous, on l'a pas. On est contraints de conduire pour aller bosser, pour payer les courses, pour payer la voiture pour y retourner le lendemain. Contraints d'aller chercher une maison ou un appart moins cher dans la périphérie de la ville, parce que sinon soit c'est trop cher soit c'est un taudis.

Et ce qui énerve c'est que les discours sur l'écologie, c'était un mensonge de plus, de la part de gens qui en réalité n'en ont rien à foutre de ces questions. Parce qu'ils savent que nous, ça nous importe. On est en première ligne devant les dégâts.

Alors, le 17, on a bougé. Les gens ne se connaissaient pas, des petits groupes, des gens isolés, tous pour la même chose. Et c'était énorme. Et surtout, ensuite, le 18 et le 19 ...

C'est là que tout commence, parce qu'à partir de là on a jamais arrêté. Et surtout, on est plus dans les Misérables. On est dans Game of Throne. Winter is coming ! L'hiver vient et il porte un gilet jaune.

Sur ces premiers jours, sur les points de blocages, tout le monde s'est mis à se parler. C'est arrivé petit à petit. Ça a commencé parce qu'un camion faisait chier, parce que quelqu'un avait ramené à manger, peu importe. Au début on se demandait juste comment bloquer. Et puis on s'est vite aperçu qu'on avait beaucoup en commun. Que quand on en parlait ensemble de notre situation, ce n'était plus la fatalité. Y a plus de « c'est la vie ». Non, la vie c'est pas ça. Ça c'est cette société capitaliste de merde et t'inquiète qu'on va la brûler aux milieux des palettes.

Les gens ont échangé les numéros. On a continué, on a fait des roulements, les jeunes, la nuit, les vieux, la journée. On est nombreux à avoir pris des congés, des RTT. Des ouvriers qui font les 3X8 viennent à la débauche, des intérimaires, des chômeurs et chômeuses, des femmes au foyer. Y a de tout, y a tout le monde.

Quand on dit tout le monde, c'est pas vrai. Parce que la lutte divise, quand elle s'attaque à l'économie et c'est normal. Ceux qui tirent leurs revenus du travail des autres ne peuvent se permettre de bloquer autrement que dans la symbolique. Dès le 18, les commerçants et les patrons ont commencé à râler, à dire qu'il fallait arrêter, trouver d'autres modes d'action etc. Tout simplement parce qu'ils ont à perdre dans la lutte, ils ont un chiffre d'affaire, eux.

S'ils sont devenus patrons, c'est pour sortir de la condition de salarié. Demandez-leur, ils vous le diront : ils ne veulent pas « être des moutons », c'est une expression qui ressort beaucoup. Mais qu'ils ne fassent pas style, ils ne sont pas des bergers pour autant. Y a pas de berger. Y a des moutons et des loups. Et le jour où les

moutons se révoltent, on va pas pleurer sur le sort des loups.

On le dit clairement : la seule position qui permette de défendre tout le monde, c'est celle qui défend les prolos. Si nous vivons bien, tout le monde vit bien. Nous on est déjà ruinés, alors désolés, mais notre première préoccupation c'est pas de préserver le capital de ceux qui possèdent.

Alors, nous avons continué la lutte. Continués les blocages. Et maintenant ça fait deux mois.

« Quand on en parlait ensemble de notre situation, ce n'était plus la fatalité. Y a plus de « c'est la vie ». Non, la vie c'est pas ça. Ça c'est cette société capitaliste de merde et t'inquiète qu'on va la brûler au milieu des palettes. »

Le problème c'est que pour beaucoup, faut reprendre le taf. Tous ceux qui ont pris des congés maladies, des congés sans solde, qui ont cramé tout ce qu'ils pouvaient. Et ça fait bizarre de retourner travailler. Déjà, parce qu'aller au travail, c'est aller au chagrin. Combien on est à faire des boulots de merde payés au SMIC, qui servent à rien, ou à si peu ? Combien on est à être dégoûtés de construire à la va-vite un bâtiment qui va risquer de s'effondrer, parce que de toute façon, on nous traite comme des chiens ? Et des exemples, il y en a dans tous les secteurs. On a deux minutes pour nettoyer une chambre d'hôtel dans des conditions pourries. On cuisine des mauvais

plats en cuisine centrale pour nourrir nos vieux à l'hôpital, en maisons de retraite, ou même chez eux, livrés en barquettes, avec des ingrédients de merde pour économiser vingt centimes. C'est nous-mêmes qui construisons les flash-ball, les lacrymos qui nous retombent dessus, les bombes qui tombent ailleurs. Le travail aujourd'hui, c'est une corvée que pas grand monde fait avec le sourire, sur lequel on a aucun contrôle, dans lequel on se fait chier, pour produire de la camelote et enrichir des connards.

Même quand les patrons ne sont pas des connards, ils sont obligés d'agir comme s'ils l'étaient. Par la concurrence, par la nécessité d'honorer les commandes, de rembourser les crédits, pour rester compétitif. C'est pas une histoire de caractère ou de volonté, c'est une logique générale : le capitalisme, le pouvoir, l'argent. Parce que si on résume tout ce qu'on a dit, ça donne ça : nous sommes contraints de vivre une existence pourrie à cause du fric.

Notre force se lève. Nous ne sommes pas encore habitués à la position debout. Elle ouvre de nouveaux horizons : de là on voit au loin. Ce mouvement va continuer, jusqu'au bout : la révolution. Hop hop, on est chauds.



Ce journal a besoin de votre aide pour continuer !

N'hésitez pas à lacher une pièce à celui qui vous l'a filé, c'est pas un escroc.

Et surtout envoyez vos contributions, les récits de vos actions etc. à : lisejaune@riseup.net